

Chapitre 1

Assiste-t-on à la fin de la croissance économique dans les économies occidentales ?

L'idée que la croissance économique puisse avoir une fin paraît étonnante, tant l'idée d'un progrès sans limites est ancrée dans les sociétés occidentales. Pourtant, le fort ralentissement de la productivité de ces deux dernières décennies contraste avec le ^{xx}e siècle, qui a été marqué par une longue vague de croissance (à l'exception de l'interruption liée à la crise de 1929 et à ses séquelles). Les économies développées connaissent à l'inverse un fort ralentissement de leur croissance au début du ^{xxi}e. Un des facteurs explicatifs serait que **les innovations récentes permettent moins de gains de productivité, et contribuent donc de moins en moins à la croissance.** Cela nous conduirait dans les prochaines années à une « stagnation séculaire », c'est-à-dire une période longue de croissance très faible ou nulle. Mais est-ce réellement le signe d'une fin de la croissance économique dans les économies occidentales ?

I. La fin de la croissance économique : la thèse de la stagnation séculaire

A. Une préoccupation qui ne date pas d'hier : petite histoire de la peur de la fin de la croissance

L'idée que la croissance économique puisse avoir une fin n'est pas nouvelle. Bien au contraire, elle est présente chez les fondateurs de la science économique, les « Classiques », et notamment chez un célèbre économiste, David Ricardo (1772-1823). Pour ce dernier, l'économie finira toujours par se heurter à des barrières qui limiteront ou bloqueront la croissance. Ricardo redoute cette situation où plus personne n'a d'intérêt à échanger puisqu'il n'y a plus de gains à l'échange : c'est ce qu'il appelle l'**état stationnaire**. C'est pourquoi Ricardo et ses collègues militeront pour que la Grande Bretagne ouvre ses frontières et profite des avantages du libre-échange, repoussant ainsi l'arrivée de l'état stationnaire.

La peur d'une fin de la croissance se retrouve également du début du xx^e siècle : un autre économiste, Alvin Hansen (1887-1975), avait montré que la croissance des États-Unis au xix^e siècle se basait surtout sur la conquête de l'Ouest. L'extension du territoire des États-Unis et la croissance de sa population qu'elle implique ont provoqué une forte demande en main-d'œuvre, en logements et en matériel, qui a favorisé les investissements, les innovations et au final la croissance du pays. Or ces facteurs ont disparu avec la fin de la conquête de l'Ouest dans les années 1880 et les entreprises ont moins d'incitations pour innover, ce qui fait craindre une stagnation de la croissance à moyen terme.

Enfin, ce sont les premiers théoriciens de la croissance économique qui vont insister sur les risques d'un arrêt de la croissance. Le prix Nobel Robert Solow (né en 1924, prix Nobel en 1987) va mettre en avant le rôle majeur du progrès technique dans la croissance, que l'on appelle la « **productivité globale des facteurs** » (PGF). Pour Robert Solow, les 7/8èmes de la croissance américaine s'expliquent par ce progrès technique, sans lequel il n'y aurait tout simplement peu (ou pas) de croissance ! Il y a donc un risque dans ce modèle très connu en science économique : **s'il n'y a plus d'innovations, et donc plus de gains de productivité, la croissance risque de stagner.**

B. Le renouveau du débat autour de la fin de la croissance

Aujourd'hui, a-t-on toujours peur de la fin de la croissance ? La réponse est oui, et plus que jamais. La Révolution industrielle à la fin du xix^e siècle a permis une forte croissance, grâce à des inventions telles que l'énergie électrique, l'utilisation du pétrole, le moteur à explosion interne ou encore la chimie. Puis c'est la période que l'on appelle « Les Trente Glorieuses » (1945-1975) qui a permis aux économies occidentales d'avoir un fort niveau de croissance sur plus de trente ans : la France connaît, entre 1950 et 1973, un taux de croissance annuel moyen de plus de 5 % sur la période. Cette croissance soutenue est facilitée par des inventions comme la production automatique, l'énergie nucléaire ou la robotique. Mais depuis les années 1980, on observe une baisse du rythme de croissance de la productivité qui pourrait aller de paire avec la stagnation économique. Comment en est-on arrivés à une telle situation ?

Le facteur principal est le ralentissement de la croissance de la productivité. En économie, depuis les travaux de Robert Solow, on considère que la production est permise par la combinaison de trois facteurs : le travail, le capital et la technologie. Donc la croissance est le résultat de l'augmentation de la quantité de facteurs de production, mais **surtout** du progrès technique. Or aujourd'hui, il y a des innovations qui ne permettent pas de forts gains de productivité, notamment dans le secteur des services. Il y a donc un risque pour les économies développées comme

la France ou les États-Unis de : connaître une croissance faible, comme c'est le cas depuis 2010. Plus généralement, le risque est que la stagnation actuelle signifie que la période actuelle est porteuse de faibles capacités de croissance. C'est la fameuse thèse de la « stagnation séculaire » proposée par Robert Gordon. Selon cet économiste, nous sommes entrés dans une période où **les innovations technologiques génèrent de moins et moins de croissance aux États-Unis**. Prenons l'exemple du smartphone : on pourrait penser que c'est une innovation qui permet de nombreux gains de productivité, en permettant plus de communications, la géolocalisation, l'installation de nombreuses applications... Pourtant, pour R.Gordon, le smartphone est un bon exemple du risque de stagnation de la croissance. Car il ne comporte que peu d'éléments technologiques novateurs : il s'agit plutôt d'une fusion de plusieurs innovations qui existent déjà, comme la télévision, l'accès à Internet et la téléphonie. Or ces innovations ont déjà permis de la croissance : le smartphone n'apporte donc rien de nouveau. Cela concerne d'ailleurs de nombreuses innovations récentes, qui sont surtout tournées vers le service au consommateur, comme les services Uber, Deliveroo, Airbnb... Plus généralement, on devrait donc retomber dans les prochaines années dans une « croissance molle », avec des taux de croissance du PIB compris entre 0 et 1,5 % par an.

II. L'hypothèse de la fin de la croissance est-elle réaliste ?

La période actuelle pose donc question : assiste-t-on réellement à la fin de la croissance ou est-ce seulement une transition avant un retour de la croissance dans les années 2020 ? Quels sont les indices qui pourraient nous amener à penser que nous entrons dans une « stagnation séculaire » ?

A. Les facteurs explicatifs de la fin de la croissance

Plusieurs facteurs confirment, dans la période récente, le risque de fin de la croissance.

- 1. D'abord, c'est le creusement des inégalités dans les économies occidentales qui ralentit considérablement la croissance.** Comme le montre l'économiste Thomas Piketty (né en 1971), on observe depuis la fin des années 1970 un changement dans la répartition des richesses, qui profite de plus en plus aux détenteurs de capitaux, et de moins en moins aux salariés. Plus que les inégalités de revenus, ce sont les inégalités en terme de patrimoine (possession de biens comme des appartements, des terrains...) qui deviennent très fortes depuis les années 1980. Le coefficient de Gini en France, qui est une mesure statistique qui permet de mesurer les disparités dans une population donnée, passerait ainsi de 0,33 sans prendre en compte le patrimoine des Français, à 0,37 en prenant en compte leur patrimoine. Or, plus le coefficient de Gini est proche de 1, et plus la société est inégalitaire. Plus généralement, le patrimoine des 10 % les plus riches

en France est huit fois supérieur au patrimoine médian : on assiste donc bien à un creusement des inégalités. Et ce d'autant que l'influence de l'origine sociale sur les performances des élèves à l'école est très forte en France, comparée à celle des pays voisins : l'école française ne parvient donc pas à réduire les inégalités.

Quels sont les effets de ces inégalités sur la croissance ? Le problème est que certains ménages qui voient leurs revenus diminuer vont réduire leur consommation, tandis que les plus riches épargnent en grande quantité. Ce qui réduit la demande globale des économies développées et ralentit l'activité économique. Autrement dit, la baisse de la consommation des ménages défavorisés ne permet pas d'utiliser toutes les capacités de production d'un pays et donc d'atteindre la croissance maximale. De plus, ces ménages n'investissent plus suffisamment dans l'éducation de leurs enfants faute de revenus, ce qui fait baisser le niveau général de compétences et de qualification de la population.

2. Autre facteur qui ralentit la croissance des économies développées : **le poids de la dette**. Les dettes des agents privés et des États ont effet explosé depuis les années 1990, jusqu'à représenter 324% du PIB mondial en 2017, soit trois fois l'activité économique annuelle de la planète selon l'Institute of International Finance. Pourquoi est-ce un problème pour la croissance ? Parce qu'en temps de crise, les agents privés, et surtout les ménages, cherchent à se désendetter, car au poids de la dette s'ajoute la baisse de leurs revenus. Lorsque les ménages estiment que leur dette est excessive, ils vont donc épargner d'avantage pour rembourser leur dette. Or **si les ménages se désendentent, ils consomment moins, et la demande globale faiblit, ce qui aggrave la crise**. Plus l'endettement initial est important, plus l'effet sur la croissance sera fort : c'est pour cela que le haut niveau de dette des économies occidentales est si problématique. Par ailleurs, **le haut niveau d'endettement pose problème pour le budget de l'État**. Non seulement celui-ci est sollicité en cas de récession pour sauver les établissements bancaires et refinancer de nombreux agents, mais surtout la baisse de la croissance conduit à une hausse de la dette publique. En effet, la plus faible croissance pousse les entreprises à revoir à la baisse leurs anticipations et à réduire leurs investissements, ce qui diminue les recettes fiscales de l'État. De même, les ménages doivent réduire leur consommation comme on l'a vu, ce qui réduit les également les rentrées fiscales, comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ou l'impôt sur le revenu. L'État doit par ailleurs augmenter ses revenus de transferts pour permettre aux chômeurs et aux ménages en crise de toucher des revenus malgré la crise, ce qui augmente les dépenses publiques. La hausse des dépenses ajoutée à la baisse des recettes produit un déficit public croissant : l'État doit s'endetter pour faire face à cette situation, ce qui explique **la hausse des dettes publiques des principaux États occidentaux depuis 2008**. L'État voit alors ses conditions de financement dégradées, car plus il est endetté, plus il est perçu comme un acteur à risque sur les marchés financiers, et plus le taux d'intérêt auquel il peut emprunter est élevé. Le poids de la dette augmente, et

les États contemporains font face au cercle vicieux de la dette, appelé « effet boule de neige ». Ils sont donc moins en capacité d'intervenir pour réguler l'activité économique et doivent augmenter leurs dépenses publiques pour faire face au poids de la dette, ce qui réduit les possibilités pour les États de faciliter la croissance économique.

3. Ensuite, un facteur précédemment évoqué est **la faible quantité de gains de productivité permis par les technologies modernes**. Ces dernières se focalisent surtout sur le service à la personne et les technologies de l'information et de la communication. Or cela permet surtout, d'un point de vue économique, à lier les activités productives entre elles. Autrement dit, ces technologies n'apportent que peu de réelles innovations servant à dégager plus de valeur ajoutée. Elles facilitent plutôt les liens entre des unités de production qui existaient déjà. Le cas du smartphone, précédemment évoqué, est parlant en la matière. Le progrès technique, mesuré par la Productivité Globale des Facteurs (PGF), étant considéré depuis les travaux de R.Solow comme le principal vecteur de croissance dans les économies développées, il est donc problématique de constater qu'aucune innovation majeure ne vient révolutionner la production des biens et services ces dernières années, ce qui renforce le risque de stagnation séculaire.
4. La progressive baisse du stock de capital humain affecte par ailleurs le niveau de croissance potentielle des économies développées. C'est d'abord la crise de 2008 qui a provoqué un grand nombre de licenciements et de réduction d'activité, ce qui réduit les compétences et les connaissances des chômeurs, réduisant leur productivité potentielle. Mais c'est plus généralement le niveau d'éducation et la formation du facteur travail qui pose aujourd'hui problème. Pour R.Gordon, la faible croissance aux États-Unis s'explique en partie par la faible progression du niveau d'éducation sur les dernières décennies. Le nombre d'étudiants évolue faiblement et les diplômés universitaires ne permettent souvent pas aux étudiants de trouver un emploi à la hauteur de leurs qualifications. En France, la plupart des dépenses en éducation se concentre sur l'école primaire et le secondaire, au détriment des études supérieures. De plus, le modèle français met l'accent sur une professionnalisation rapide des élèves à travers des filières professionnelles ou technologiques, ce qui permet de former des techniciens, mais ne forme plus assez de chercheurs et d'experts. Cela limite la productivité des jeunes travailleurs, tandis que les formations courtes freinent l'innovation technologique en France. La faiblesse des politiques de formation et d'éducation dans les économies développées est donc un des facteurs pesant sur la croissance à long terme.
5. **Le rôle des politiques économiques dans l'apparition d'une faible croissance, quant à lui, fait débat**. Les politiques économiques aggravent-elles la tendance à la baisse du taux de croissance? Ou sont-elles inefficaces pour relancer la croissance? Pour les économistes qui s'inspirent des travaux de John Maynard

Keynes (1883-1946), les politiques économiques d'austérité mises en place dans la zone euro depuis 2009 n'ont fait qu'aggraver le ralentissement économique. Les baisses de dépenses publiques (politique budgétaire de rigueur) accompagnées d'une politique monétaire accommodante avec un taux d'intérêt directeur de la BCE proche de 0, ont favorisé l'apparition de bulles spéculatives, et n'ont pas permis le retour d'investissements productifs. Pour ces économistes keynésiens, face à la mauvaise conjoncture économique, il aurait fallu opérer une relance budgétaire (hausse des dépenses publiques) afin de favoriser le retour de la consommation et de l'investissement. À plus long terme, ces politiques d'austérité affaiblissent les capacités productives des économies occidentales et seraient donc contre-productives. Car un problème de fond menace la croissance des économies développées: la **faiblesse de la demande globale**. Les ménages sont incités à épargner de plus en plus pour gérer au mieux leur fort endettement et pour faire face à la montée des inégalités que connaissent les économies développées, tandis que les entreprises renoncent à certains investissements dans un contexte d'incertitude suite à la crise financière de 2008. La question de l'efficacité d'une politique économique volontariste pour relancer cette demande globale se pose donc aujourd'hui.

6. Enfin, **le rôle du changement climatique** dans l'apparition d'une faible croissance est non négligeable, même si son impact direct sur la croissance est encore peu étudié en science économique. La hausse des températures, la dégradation de la qualité des sols, la raréfaction de certaines matières premières, la déforestation ou encore la pollution des eaux sont autant de facteurs qui représentent un coût économique qui augmente chaque jour. Ce coût est d'autant plus important qu'il n'y a pas de réelle politique efficace d'atténuation des effets du changement climatique aujourd'hui. Produire un certain nombre de biens, comme des biens agricoles ou des biens transformés à partir de pétrole, pourrait coûter de plus en plus, renforçant les contraintes qui pèsent sur la croissance aujourd'hui.

B. Une thèse de la fin de la croissance qui est à relativiser

1. Un phénomène naturel?

Une croissance faible, est-ce un problème? Ou est-ce au contraire, un phénomène déjà vu par le passé? On peut penser que la stagnation que connaissent les économies n'est finalement qu'une période de « transition », avant une nouvelle phase de croissance. L'apparition de nouvelles technologies ou de nouvelles techniques de production permettant d'accroître la productivité ont toujours provoqué ce qu'on appelle un « déversement sectoriel ». La croissance d'un secteur va rendre obsolète certains emplois, qui devront se reconvertir dans le secteur en pleine croissance (d'où la notion de « déversement »). Ce mouvement qualifié de « destruction créatrice » par l'économiste Joseph Schumpeter (1883-1950) implique que des gains de

richesse vont renforcer la croissance et l'investissement, profiter à de nouveaux secteurs et en défavoriser d'autres. Mais les richesses et l'emploi se transforment, elles ne disparaissent pas. Nous serions donc aujourd'hui dans une phase de transition liée à une destruction créatrice causée par l'apparition des technologies de l'information et de la communication et la consolidation d'économies tournées vers la production de services plutôt que de biens. L'entrée des économies occidentales dans des modèles de société tournées vers les services et la communication passerait par une période de faible croissance, afin d'adapter tout le système productif à ce nouveau modèle. Nous serions actuellement dans une «révolution industrielle sans croissance» pour reprendre l'expression de l'économiste Daniel Cohen, où le progrès technique a toujours un rôle fort à jouer, mais où la révolution technologique est si rapide qu'elle détruit plus vite qu'elle ne crée.

2. Un retour prochain de la croissance ?

Si on suit ce raisonnement, nous serions donc proches d'un retour de la croissance. Quand nos économies seront en capacité d'exploiter pleinement les dernières avancées technologiques, leur Productivité Globale des Facteurs (PGF) pourrait retrouver le niveau qu'elles ont connu dans les années 1970. C'est ce que défendent des économistes pour qui chaque période de dépression, comme la crise de 2008, entraîne une remise en cause de la croyance en la croissance. Or il y a tout simplement un problème de mesure : **les outils de mesure actuels ne permettent pas de mesurer l'effet des innovations liées aux technologies de l'information et de la communication sur la croissance.** Autrement dit, on ne sait pas mesurer les gains de productivités liés à la révolution technologique en cours. Il est par exemple difficile de mesurer la valeur ajoutée de l'entreprise Google, ou plus généralement, le poids des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) dans le PIB, ce qui ne veut pas dire que ces entreprises ne contribuent pas à la croissance. En adaptant nos outils de mesure, et en laissant le temps aux économies de s'adapter à ces nouvelles technologies, on pourra alors observer qu'il y a bien un fort potentiel de croissance à l'avenir.

Conclusion : faut-il une croissance infinie dans un monde fini ?

La thèse de la stagnation séculaire renouvelle donc les théories de la croissance : si l'on suit cette analyse, la « croissance molle » que connaissent les économies occidentales devrait devenir la norme dans les années à venir. On peut cependant se poser la question suivante : est-ce un problème ? Certains économistes remettent en cause l'idée que la croissance est souhaitable ou possible. La peur de la stagnation séculaire revient à la peur du manque, en perdant de vue que le but de l'activité économique ne doit pas être d'avoir de plus en plus de biens et de services, mais suffisamment de biens et de services. Il faudrait plutôt créer une « zone de justesse économique » pour reprendre le terme de Christian Arnsperger (né en 1966), qui serait un seuil de croissance qui garantirait un niveau de bien-être suffisant à ne pas dépasser. Il faudrait donc cesser de se focaliser sur une croissance infinie et sur le « toujours plus », pour apprendre à viser le « juste assez ». Cela passe par exemple par l'inclusion de facteurs qui ne sont pas considérés comme des « facteurs de croissance », mais qui participent pourtant au bien-être collectif : la santé, l'éducation ou encore l'environnement sont autant d'éléments qui pourraient constituer des objectifs soutenables, et peut-être plus pertinents que la seule quête d'une hausse continue du PIB.